

M. Gillies: Ce fut un échec.

M. MacEachen: Je crois que la conférence a obtenu des résultats non négligeables dans des domaines très importants, bien qu'il y ait eu également des déceptions de part et d'autre. Les résultats ont été très positifs selon moi et d'autres dirigeants qui ont assisté à la conférence partagent également cet avis.

M. Gillies: Avez-vous lu les rapports concernant les 21 points de désaccord?

M. Brewin: Peut-être que le ministre pourrait faire une déclaration à la Chambre, suivie de commentaires, sur les points où il y a eu accord et sur ceux où l'accord n'a pas eu lieu, car ce sont des questions qui préoccupent tous les Canadiens et qui devraient les intéresser. Je souhaiterais que le ministre fournisse le plus de détails possibles.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, pour répondre précisément à la question du député, je songeais effectivement à faire une déclaration plus complète afin que les députés puissent la commenter. Je pourrais alors fournir des réponses assez détaillées aux questions qui se posent. Je tenais cependant à faire une réponse brève, ne serait-ce que pour rejeter les interventions inconscientes du député de Don Valley.

Des voix: Bravo!

LA CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE—LES CAUSES DE MÉSÉNTENTE

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant, et a trait aux déceptions auxquelles le ministre lui-même a fait allusion concernant la conférence Nord-Sud. Étant donné que le communiqué final a mentionné 20 points d'accord mais 21 points de désaccord, ce qui a poussé le député de Don Valley à émettre un commentaire approprié, peut-on savoir si ces désaccords ont été suscités par l'intransigence des pays producteurs de pétrole dans leur refus de participer à un dialogue sur l'énergie avec les pays industrialisés afin de parvenir à une stabilisation du prix du pétrole au cours des prochaines années?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député a fait allusion aux sujets évoqués à la conférence et sur lesquels, pour certains, on est parvenu à un accord tandis que pour d'autres le désaccord persiste. Cela démontre naturellement qu'il existe encore des différences de point de vue entre les deux groupes sur toute une série de questions, mais on est quand même parvenu à un accord sur des questions très importantes, questions sur lesquelles la position adoptée, par exemple, par les pays industrialisés a évolué de façon frappante au cours des trois derniers mois.

La déception enregistrée du côté des pays industrialisés que l'on appelle le groupe des huit, porte essentiellement sur le fait qu'on n'est pas parvenu lors de la conférence à s'accorder sur la nécessité d'un dialogue continu sur le problème de l'énergie. Le député me demande d'indiquer la cause de cet échec. C'est

Questions orales

assurément l'ensemble du groupe de 19 qui a adopté cette position—les pays de l'OPEP producteurs de pétrole et ceux qui n'en produisent pas, les autres pays en voie de développement—et même encore maintenant, en dépit de ma présence à ces débats, je ne suis pas parfaitement informé de certains des aspects de la dynamique de ces négociations, mais il me semble que l'élément moteur de ce refus d'un dialogue provient de certains pays membres de l'OPEP. Voilà la réponse que je peux vous donner.

LA CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE—LA RÉVISION POSSIBLE DE L'OFFRE D'AIDE FINANCIÈRE EN RAISON DE LA MÉSÉNTENTE

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, à la suite de la conclusion décevante à la conférence de la semaine dernière, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la presse que l'offre faite par le Canada à la conférence Nord-Sud pourrait être révisée. Le ministre peut-il nous déclarer si le gouvernement a l'intention de réexaminer l'offre d'aide qu'il a faite à la conférence Nord-Sud en vue de l'accroître ou de la diminuer?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance d'un communiqué qui a attribué cette déclaration au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il s'agit évidemment d'un communiqué publié avant la conclusion de la conférence. Les pays industrialisés étaient parfaitement libres de revenir sur les engagements assez considérables qu'ils avaient pris au début de la conférence, compte tenu du refus exprimé par les pays en voie de développement d'accepter l'instauration d'un dialogue permanent sur l'énergie. Toutefois, après un examen attentif de la part de tous les membres du groupe des huit, il a été décidé que dans le but d'achever la conférence sur une note positive et d'améliorer les chances de poursuite de ce dialogue très important, nous exécuterions tous les engagements auxquels nous avons souscrit, y compris le programme spécial d'aide de 1 milliard de dollars qui avait été présenté à la table de négociations par les huit pays afin d'améliorer la situation des pays émergents. À ma connaissance, ni le gouvernement du Canada ni aucun autre gouvernement n'a l'intention de revenir sur les positions adoptées à la conférence elle-même.

* * *

● (1500)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA COLLABORATION AVEC LES PROVINCES DANS LA LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE

M. Gordon Towers (Red Deer): J'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Justice. Le ministre peut-il dire à la Chambre si les procureurs généraux de toutes les provinces collaborent pleinement avec lui pour lutter contre la pornographie et s'il a l'intention de poursuivre ses discussions avec les représentants provinciaux?